

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{me} ANNEE — N° 140

LE NUMERO :

Du 18 au 31 Décembre 1972

0,80 F

L'AVEU

« ADIEU REVOLUTION, BONJOUR DEMOCRATIE » !

En ce moment de « détente » internationale, où les « grands » de l'Est comme de l'Ouest procèdent d'un commun accord à un nouveau partage pacifique du monde, dans toute une frénésie commerciale et diplomatique d'échanges, de conciliations, d'embrassades, il n'est que trop clair que la prétendue lutte anti-impérialiste du camp « socialiste » n'est qu'un mensonge de plus, de ceux qui ont été servis pendant quarante-cinq ans à la classe ouvrière. Parallèlement à ces confirmations de plus en plus éclatantes de la nature pleinement bourgeoise, capitaliste, de la politique de l'URSS comme de son économie, on commence à voir des partis opportunistes occidentaux qui, jetant par-dessus bord dans l'ivresse générale jusqu'à la dernière apparence d'opposition à la bourgeoisie, laissent voir ouvertement, même dans leurs paroles, leur caractère foncièrement ministérielle de candidats gestionnaires du capitalisme, montrant par là même ce que vaut le socialisme de ceux qui n'ont pas encore « avoué ».

A cet égard, et bien que les projecteurs de l'actualité, braqués sur les rencontres internationales ou sur les « meetings communs » de la gauche au Palais des Sports, l'aient laissée de côté, une récente interview d'un dirigeant « autorisé » du PC italien mérite de retenir l'attention. Sous le titre (exact bien que le diagnostic retarde de... 45 ans) **Adieu révolution, bonjour démocratie**, « Les informations industrielles et commerciales » publiaient en effet le 13 novembre 1972, un entretien avec M. Carlo Galluzzi, président du groupe parlementaire « communiste » italien, qui a l'intérêt de dire avec une grande clarté ce que nous mêmes n'avons cessé de montrer depuis toujours : la nature bourgeoise, capitaliste, du programme de l'opportuniste. Il est normal qu'un parti opportuniste réserve sa démagogie à la classe ouvrière et sa vérité à la classe bourgeoise. Ici pas de phrases : pas un mot du prolétariat, une simple allusion (fugitive) à l'objectif d'un « régime socialiste en Italie ». Écoutons donc cet aveu, ou plutôt ce programme, qui n'est autre que celui de la **conservation pure et simple du capitalisme**.

« Il va sans dire qu'une économie dont le seul moteur est le profit ne peut en aucun cas avoir notre approbation. Mais cela ne veut pas dire pour autant que nous rejetions le profit en général ; celui-ci est une sorte de sanction de l'efficacité. »

« Sur le plan économique, nous sommes pour le respect et le développement de l'initiative privée, pour la défense et la promotion de la petite et moyenne entreprise. C'est la condition même de la croissance économique. Mais au-delà des impératifs de croissance, c'est la démocratie économique qui est en jeu. »

« Les principes de l'économie de marché : les rejetez-vous ? »

« Non. Nous croyons qu'il ne

peut y avoir, du moins dans un temps prévisible, de contre-proposition qui pourrait se poser en rival sérieux du modèle de l'économie de marché. Il faut donc, plutôt, chercher à l'améliorer, à porter des remèdes à ses excès et imperfections que de le rejeter en bloc, aveuglément, pour une question de principe. »

Un hymne au profit, à l'initiative privée, au marché ! La bourgeoisie ne peut ici que reconnaître un interlocuteur, mieux, un allié. Ne fait-il pas sienne sa proclamation de toujours : le capitalisme est éternel, et il est vain de vouloir le remplacer (fût-ce par la voie des réformes) par un autre système social ?

« Vous disiez que vous n'étiez pas systématiquement partisan des nationalisations ? »

« Nous l'avons déclaré urbi et orbi lors du dernier congrès du parti. L'Etat contrôle déjà en Italie 55 % de l'économie : cela nous suffit... »

« Et la planification très centralisée, si chère aux Soviétiques : qu'en pensez-vous ? »

« Elle est en contradiction avec notre aspiration à la démocratie économique. »

Nouveaux progrès du dialogue : l'« interlocuteur » n'a pas seulement renoncé depuis longtemps au socialisme, il a même jeté aux orties ces simulacres de socialisme que certains partis-frères (dont le PCF : un attardé...) promènent encore devant la classe ouvrière comme autant de miroirs aux alouettes. Et, après tout, pourquoi un parti « moderne » et « réaliste » s'acharnerait-il à défendre les nationalisations et la planification centralisée alors que depuis quelques années déjà l'URSS et les pays de l'Est redécouvrent la panacée de la privatisation et du libéralisme économique ? Et le journal bourgeois d'approuver : « Le PC italien n'est peut-être pas un parti miracle, mais il a au moins le mérite d'être lucide. »

Capitalisme, donc. Capitalisme d'Etat ? Même pas : capitalisme privé. Et le pouvoir alors ? aux bourgeois. Autrement dit : démocratie !

« Le problème beaucoup plus épineux est celui de la démocratie politique et du multipartisme auxquels le Parti communiste italien est attaché. Nous sommes en effet partisans de l'alternance des forces au pouvoir. Si le peuple italien nous accorde demain, par un vote libre, sa confiance, nous n'hésiterons pas à assumer nos responsabilités. Si, après demain, il nous rejette dans l'opposition, nous respecterons sa volonté. Pour gouverner, il faut avoir le soutien du pays. Il est inutile de « tricher » : un jour ou l'autre la vérité éclate et celui qui a « triché » paie cher son péché. »

Voilà un parti qui ne « trichera » pas avec les bourgeois comme ces roublards de bolchéviks en Octobre ! Non seulement il ne détruira pas l'Etat bourgeois (ce qu'il a toujours dit) mais il en tire la conséquence ultime : il ne cherchera

même pas à le « conquérir » durablement et assurera simplement un intérim, tant que le pays le tolérera ; ou plutôt il partagera fraternellement le pouvoir avec la démocratie bourgeoise, avec le parti gouvernemental actuel, celui qu'il insultait il n'y a pas si longtemps comme le parti des monopoles — ou du Vatican — : « La Démocratie Chrétienne est une force véritable. Essayer de l'exclure à l'heure actuelle du gouvernement serait une absurdité ». « Nous n'aspirons pas à un contrat d'exclusivité avec la DC, mais à une coalition de toutes les forces démocratiques qui s'accorderaient sur un programme de gouvernement commun, et cela dans le plein respect des particularismes (!) idéologiques et politiques des uns et des autres ».

Le capitalisme est éternel : les classes le sont aussi, et donc les partis. Vive donc la grande réconciliation ! Celle des classes, et celle des Etats :

« Avec le progrès que marque la paix en Europe, la ligne de démarcation qui sépare l'Est de l'Ouest s'estompera peu à peu ». Oui à la « disparition des blocs » (même si

(Suite page 6)

LA CASTRATION

La Chine de Mao avait déjà reçu Nixon, le chef des « brigands impérialistes ». Castro, lui, vient de vendre deux Noirs américains, deux détournés d'avions aux flics U.S. pour s'attirer les bonnes grâces des Etats-Unis. Quelle démonstration, même la plus solide, pourrait remplacer cette formidable sanction des faits, cette castration matérielle du verbiage gauchiste de Castro ?

A vrai dire, le coup était prévisible, même pour un néophyte (pour un marxiste, la nature du régime castriste ne pouvait faire de doute depuis son origine) : après l'attitude plus que réservée observée à l'égard du trop turbulent guévarisme, après les atermoiements circonspects lors du conflit sino-soviétique, après les multiples coups d'oeil au pacifiste Allende et à son régime, il fallait en venir à la main tendue aux U.S.A.

Pour briser l'encerclement économique et politique de Cuba, Castro a donc troqué son treillis de guerrillero contre un uniforme de flic. Lui qui, naguère encore, criait haro sur la C.I.A., s'en est fait l'homme de main ; les discours anti-impérialistes ont cédé la place à la complicité de fait avec l'impérialisme. Rogers en a été reconnaissant et a promis de reconsidérer les relations des Etats-Unis avec l'île maudite, le problème essentiel étant pour lui d'en finir avec ces coûteuses et dangereuses perturbations du trafic aérien américain.

Pauvres « révolutionnaires » romantiques, toujours en quête de héros, qui prenaient ce pauvre Castro, homme d'Etat nationaliste à la jactance pittoresque, pour... le Lénine sud-américain !

L'anti-parlementarisme parlementaire

Issu d'une scission de la « Ligue Communiste », le groupe « Révolution » semble vouloir renier l'électoratisme de cette dernière et même revendiquer fièrement l'abstentionnisme révolutionnaire face au programme commun de la « gauche unie ».

Ayant donc découvert que le P.C.F. est un parti contre-révolutionnaire et la Russie un pays capitaliste, « Révolution » ne présentera pas de candidats aux élections législatives et appellera à s'abstenir au premier comme au second tour.

Fort bien, mais voyons comment cette position est justifiée (toutes les citations sont tirées du n° 14, septembre 1972, de Révolution). Tout d'abord, « Révolution » constate que l'« union de la gauche ne compte même pas gagner ces élections » (argument bien mince : et si elle voulait « gagner », faudrait-il ou non l'y aider ?) ; ensuite, « Révolution » remarque qu'« en fait, ce programme commun PC - PS est un programme briseur de grèves », ce qui est indiscutable, et que « ne pas tomber dans l'électoratisme, ce n'est pas seulement s'en aller répétant qu'on ne prendra pas le pouvoir par cette voie, c'est aussi ne pas surestimer l'importance de l'échéance électorale et ne pas y subordonner ses initiatives », position également juste et qui a du reste été soutenue depuis plus d'un demi-siècle par notre courant.

Jusqu'à-là, il semblerait que nos trotsko-maoïstes de « Révolution » soient sur la bonne voie, si l'on met charitablement de côté leurs réserves bizarres sur l'envie de gagner de la « gauche ». Mais la suite est d'une autre veine, comme on va voir. En effet, il s'avère que, finalement, pour les militants de « Révolution », ne pas tomber dans l'électoratisme, c'est clarifier les positions des différents groupes afin de leur permettre de présenter ensemble des candidats d'un hy-

pothétique « front des révolutionnaires », ce qui donnerait « un véritable sens de classe à la présentation de candidats ». Traduisons : ils regrettent de n'être pas assez « implantés » pour présenter leurs propres candidats et se lamentent parce que les autres organisations « révolutionnaires » ne les consultent pas et privilégient « les négociations secrètes pour la répartition des sièges ».

Loin de critiquer le crétinisme parlementaire et de refuser l'électoratisme, « Révolution » se plaint donc de ce que la situation et les autres courants trotskystes l'empêchent de se lancer dans la farce électorale. « Révolution » ne fait pas la critique du parlementarisme, mais demande au contraire qu'on lui donne les moyens de s'y consacrer : il ne rejette pas dieu, mais réclame des églises !

Venons-en maintenant au plat de résistance. « Révolution » entend bien, en effet, que les serviettes et les torchons ne soient pas mélangés, pas plus que les abstentionnistes par principe avec les abstentionnistes de circonstance. « Révolution » proclame donc que « dans certaines circonstances, un parti révolution-

naire peut passer avec une organisation réformiste un accord de front unique, afin de favoriser l'union de la classe ouvrière face à l'offensive capitaliste et faire ainsi la preuve, devant la grande majorité des travailleurs, de la trahison des réformistes ». Et en tire immédiatement les conséquences : « si on assistait à une montée du fascisme, il faudrait appeler le peuple à voter pour le P.C.F. » ; « il serait également concevable d'appeler à voter pour le P.C.F. s'il s'avérait que ce vote exprime... une volonté de lutte des travailleurs ».

On retrouve là tout le trotskysme et son incohérence. Le P.C.F. est un parti contre-révolutionnaire, briseur de grèves, apôtre de l'Etat fort, nous dit « Révolution ». Fort bien, mais pour favoriser l'unité des ouvriers et faire face à l'offensive patronale, il serait avantageux de voter pour l'artisan principal de l'ordre bourgeois, pour le briseur de grèves ! De la même façon, il faudrait voter pour le chantre de l'Etat fort afin de faire échec à la montée du fascisme ! Et enfin, pour favoriser la lutte des travailleurs et leur prise de conscience, il conviendrait de voter pour leur garde-chiourme ! Et qui plus est, en votant pour lui, en lui tendant la main, on aiderait à le démasquer !

Tristes contorsions, qui montrent suffisamment quel crédit on peut accorder aux prétentions de « Révolution » de s'opposer au crétinisme parlementaire !

REUNION PUBLIQUE A PARIS
VENDREDI 15 DECEMBRE 1972, à 20 h. 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)
(Métro République)

Cœxistence pacifique et pacifisme social,
ennemis de la révolution prolétarienne

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h. 30 à 17 h. 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI

(Nous publions ci-dessous la fin de ce rapport dont le reste a été publié dans nos numéros 131, 133, 135, 136, 137 et 138).

Organisations liées au prétendu « communisme de gauche »

Comme nous l'avons noté plus haut, la frontière entre le syndicalisme (voire l'anarchisme) et le prétendu « communisme de gauche » (*Linkskommunismus*) allemand a toujours été très floue. En ce qui concerne l'adhésion de nombreux militants de « base », on peut parler d'une pure et simple « maladie de croissance du communisme », pour reprendre l'expression de Lénine ; mais en ce qui concerne les théoriciens et leurs déclarations programmatiques, il faut parler d'anarchisme et d'extra-marxisme.

L'horreur du pouvoir, de l'Etat, du parti, des chefs, de la centralisation, est, en effet, un patrimoine commun aux deux courants, et c'est un patrimoine qui n'a rien à voir avec le matérialisme dialectique, c'est-à-dire avec le marxisme. D'autre part, de même que sur le plan strictement politique le prétendu « communisme de gauche » allemand n'eut jamais des principes et un programme cohérents et s'émietta en courants locaux, provisoirement unis par leur commune aversion pour les thèses marxistes fondamentales sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne, par leur antipartisme foncièrement anarchisant et par leur aversion pour les syndicats traditionnels, de même sur le plan syndical l'hétérogénéité des conceptions théoriques — qui variaient du groupe de Brême à celui de Berlin, ou du groupe de Hambourg à celui de Dresde — eut pour conséquence une manière différente de concevoir les associations économiques nées plus ou moins sur l'initiative ou avec la contribution des « communistes de gauche ».

C'est ainsi que dans le statut de l'*Allgemeine Arbeiter - Union* (A.A.U., Union générale des travailleurs), rédigé en août 1919 à Essen et qui devait servir de base à la reconstitution des syndicats durement touchés par la répression, en particulier chez les mineurs, on peut remarquer l'influence aussi bien de l'unionisme américain (la « Big Union », organisation à la fois politique et économique) que du consellisme allemand encore en partie avalisé par le K.P.D. « La victoire du socialisme et du communisme — y déclare-t-on — n'est réalisable que par l'union des travailleurs dans une organisation unitaire de lutte ». Son objectif est de « préparer et, au moment de la révolution

sociale, réaliser, le passage du mode de production capitaliste au mode socialiste », dont le premier stade sera « l'introduction du système des conseils » qui deviendra « l'organisation économique de la nouvelle société ». La base de l'Union est donc l'usine ; ses délégués constituent le premier chaînon d'une structure organisationnelle élastique qui aboutit au Comité Central. Ce dernier « doit demeurer en contact permanent avec toutes les organisations révolutionnaires existantes, en visant à les unir sur la base du pur système des conseils ».

En février 1920 à Hanovre, à la première conférence nationale de ce que désormais on appellera A.A.U.D. (*Allgemeine Arbeiter - Union Deutschlands*), c'est encore la ligne générale du groupe de Hambourg qui l'emporte. Les thèses constitutives reflètent les idées de l'unionisme américain, proclamant qu'il s'agit d'« organiser les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration de la République des Conseils » et les invitant pour cela à « constituer une seule grande union ». On peut adhérer à celle-ci à condition d'accepter un programme qui se démarque à la fois de celui des organisations réformistes et de celui des organisations syndicalistes ou anarcho-syndicalistes. En effet « ne peuvent appartenir à l'A.A.U.D. les organisations qui : 1) participent à l'application de la loi sur les conseils d'usine [loi qui les insérait dans la constitution de Weimar et en faisait un des rouages administratifs de la République allemande] ; 2) repoussent la dictature du prolétariat ; 3) ne reconnaissent pas comme base organisationnelle l'organisation d'usine ». D'une part, on repousse l'organisation d'industrie, et on la remplace par une organisation fondée sur l'usine au stade initial ; d'autre part, on ne parle plus d'accords possibles avec les partis politiques « révolutionnaires » : la nouvelle organisation est, en effet, par elle-même, un mélange de syndicat et de parti politique, ou plutôt, elle est un succédané du parti dont on veut totalement ignorer le rôle dans la révolution prolétarienne et surtout dans la « dictature du prolétariat ». Les ponts sont donc coupés non seulement avec les organisations économiques réformistes ou syndicalistes, mais aussi avec le K.P.D. et avec tout parti, même « ouvrier ».

En quelques mois, cependant, et parallèlement à la formation du K.A.P.D., la nouvelle organisation se remplit d'un nouveau contenu programmatique, reflétant en grande partie les idées de Pannekoek et surtout de Gorter ; le siège central est transféré à Berlin ; et l'A.A.U.D. tout en réaffirmant ses positions générales anti-parti, se pose en organisation économique collatérale du Parti communiste ouvrier allemand, leur rap-

port étant aussi contradictoire que mal défini, et donc gros de nouvelles divisions. Les « directives » (*Richlinien*) de la nouvelle organisation reprennent telles quelles les positions caractéristiques de l'immédiatisme ouvrier à la Pannekoek - Gorter : « La formation de partis politiques est liée au parlementarisme : c'est pourquoi les partis [tous les partis !] ont le caractère d'une organisation capitaliste ; ils sont constitués sur la base du principe : chefs et masse ; les chefs au-dessus des masses... Les chefs commandent, les masses obéissent... Le chef est l'employeur (!!!), le parti est sa propriété » ; quant aux syndicats, ils « sont une organisation bureaucratique née du monde de l'économie privée, à laquelle ses dirigeants sont attachés en tant que fonctionnaires permanents ».

Aux partis et aux syndicats s'oppose « l'organisation des conseils, qui nait du processus révolutionnaire et incarne la conscience de classe, la conscience sociale, la conscience de la solidarité » ; « ennemie mortelle de tout bureaucratisme », elle est l'expression d'une part de la « libération croissante [du prolétariat] des chaînes du capitalisme et surtout du monde intellectuel bourgeois », d'autre part du « développement croissant de la conscience de soi du prolétariat » ; de la volonté de traduire par des actes la conscience de classe prolétarienne, de lui donner une expression visible ». Sur cette base doivent naître les nouvelles organisations économiques qui, réunies dans l'A.A.U.D. « ne sont ni un parti politique, ni un syndicat », mais expriment la tendance du prolétariat à « s'organiser consciemment en vue du renversement de fond en comble de l'ancienne société » et à « s'unifier comme classe ».

L'A.A.U.D. repousse le centralisme « qui asservit et discipline les masses au profit de quelques-uns » et qui est « le diable qu'il faut détruire ». Elle repousse également son frère-jumeau, le fédéralisme. Elle veut par contre (comprenez qui pourra !) « l'union la plus étroite des travailleurs pour le dépassement du capital », union qui ne se réalise qu'au travers du « développement continu du système des conseils » car dans ce système, « avec son contrôle d'en bas, avec son déchaînement de toutes les capacités et de toutes les énergies prolétariennes, avec son lien entre les chefs et les masses, toutes les contradictions sont résolues... d'abord sur le plan intellectuel, puis, dans la communauté sociale, également sur le plan économique ». L'antithèse chefs-masse est ici dépassée (sur le papier, hélas !) parce que « la masse n'est plus un agrégat informe d'égoïstes confondus, mais le prolétariat en ce sens que, doué d'une conscience de classe, il devient indis-

solublement uni dans la pensée et dans la volonté sociale » et que, d'autre part, « le chef devient un membre de la masse consciente, uni à elle par des liens étroits » et constamment animé et contrôlé par elle. Enfin, la réalisation de la dictature du prolétariat présuppose « l'autodétermination exclusive de la volonté des prolétaires, par-dessus toutes les institutions politiques et économiques de la société, par l'intermédiaire de l'organisation des conseils ». Mais tout cela n'empêche pas l'A.A.U.D. de collaborer avec... le K.A.P.D. !

Dans le programme voté à la conférence de Leipzig en décembre 1920, ces mêmes idées sont exprimées de façon plus synthétique :

« 1) L'A.A.U.D. lutte pour l'union du prolétariat comme classe ».

« 2) Son but est la société sans classes, la première étape vers celle-ci étant la dictature du prolétariat, c'est-à-dire l'autodétermination exclusive de la volonté du prolétariat, par-dessus toutes les institutions politiques et économiques de la société, par l'intermédiaire de l'organisation des conseils ».

« 3) L'affirmation graduelle de l'idée des conseils coïncide avec le développement croissant de la conscience de soi de la classe ouvrière. Les véritables dictateurs sont les délégués des conseils, qui doivent exécuter les décisions de ces derniers et sont révocables à tout moment. Les « chefs » ne sont admis qu'en qualité de conseillers ».

« 4-8) L'A.A.U.D. repousse toute participation au parlement, parce que ce serait saboter l'idée des conseils ; toute participation à des conseils d'usine légaux, car ils sont une forme dangereuse de communauté d'intérêts avec les employeurs ; le syndicalisme, car il s'oppose à l'idée des conseils ». Mais elle se dresse avec une ardeur particulière contre les syndicats, considérés comme « le principal obstacle au développement de la révolution en Allemagne et à l'unification du prolétariat comme classe ».

« 9) ...Sans reconnaître l'existence des partis politiques soit justifiée, l'A.A.U.D. ne lutte pas contre l'organisation politique du K.A.P.D., qui a le même but et la même méthode de lutte qu'elle, et elle s'efforce de procéder dans la lutte révolutionnaire en accord avec lui ».

« 10) La tâche de l'A.A.U.D. est la révolution dans les usines [!], et sa mission spécifique est l'éducation politique et économique des ouvriers ».

« 11) Dans la phase de la conquête du pouvoir politique, l'organisation d'usine devient un rouage de la dictature prolétarienne, qui est exercée dans les usines par les conseils d'usine qui se sont constitués sur sa base. L'organisa-

tion d'usine lutte pour que le pouvoir politique soit toujours exercé par l'exécutif des conseils ».

Cependant, comme nous l'avons déjà noté plus haut, le groupe d'Otto Rühle (Dresde) n'accepta pas la position intermédiaire de l'A.A.U.D. Non seulement il se détacha du K.A.P.D. dans la seconde moitié de 1920, mais il constitua une organisation « syndicale » propre : l'A.A.U. (E.), *Allgemeine Arbeiter - Union* (*Einheitsorganisation*) qui se proposait « la destruction des syndicats et des partis politiques, qui sont les obstacles principaux sur la voie de l'unification de la classe prolétarienne et du développement de la révolution sociale, qui n'est la tâche ni des partis, ni des syndicats ».

Quant aux autres organisations qui, bien que d'origine anarcho-syndicaliste, adhèrent quelque temps à l'Internationale Syndicale Rouge, nous en parlerons lorsque nous étudierons la période suivante de l'histoire tourmentée du prolétariat allemand. Nous nous contenterons cette fois de conclure que la combativité certaine de ces organisations scissionnistes n'enlève rien à leur tare d'origine : d'une part leur base programmatique, immédiatiste, ouvrieriste, localiste, d'autre part le fait que tout en prétendant « unifier », « unifier » la classe, elles s'isolent en réalité de la grande masse des salariés. Fondées sur des programmes fumeux de « démocratie directe », de « conscience de soi du prolétariat », de négation du parti (ce qui, bien entendu, veut dire, comme toujours, qu'elles sont affiliées à des courants politiques bien précis, à des idéologies petites-bourgeoises clairement reconnaissables, idéalistes et mêmes individualistes), ces organisations d'élite en sont réduites à osciller entre la négation du parti, le remplacement du parti par des organisations politico-économiques aux contours mal définis et l'appui à tel ou tel parti.

Reflet de la fragmentation du prolétariat allemand, elles n'ont fait que l'aggraver davantage. Toutes, elles ont fini à la longue par s'aligner sur des positions ouvertement démocratiques, ou se sont dissoutes à mesure que la poussée révolutionnaire provoquée par la crise économique perdait de sa force. Facteur de confusion et de dispersion, non de clarté et d'union entre les exploités, elles ne peuvent même pas se vanter — contrairement aux I.W.W. ou aux *Shop stewards* — d'avoir été des organisations de masse ouvertes à tous les exploités au-delà des divisions de catégorie et des différences d'appartenance politique. Elles ont donc été à la fois un aspect et un facteur de la tragédie du prolétariat d'Europe centrale, en particulier d'Allemagne et, au-delà, du prolétariat mondial.

SOUSCRIPTION

PERMANENTE 1972

Listes N^{os} 11 et 12

Reggio Emilia, en mémoire de Gottardi, 120 ; Venise, en mémoire de Gottardi, 120 ; Nouette, 100 ; Monti, 24 ; Local Paris, 76,20 ; Paris, Octobre, 3.326,55 ; Morini, 50 ; Coiffeur Montreuil, 10 ; 5^e Anniversaire de la mort de Bruno, 30 ; Liège, 33 ; Réunion publique Paris, 180 ; S., 140 ; Augusta, 800 ; Hors du Troupeau, 5,50 ; J. Paul, soutien, 20 ; La Ciotat, 10 ; André, 10 ; Christian, 27 ; Siège, 32,90 ; Gabriel, soutien, 30 ; Jacquemin, 10 ; Annecy, 88 ; Nantes, soutien, 20 ; Christian, 18 ; un Ami du Communisme, 90 ; Rothenbuhler, 10 ; Christian, 27 ; Etoile, 8 ; Roland, soutien, 10 ; Cavillon, 70 ; R. et R., 70 ; S., 70 ; La Ciotat, 4 ; Yves, 40 ; Christian, 36 ; Anonyme, 15 ; J. C., 10 ; Piccino, pour la presse, 100 ; Anonyme, 10.

Total listes n^{os} 11 et 12 5.851,15 F

Total précédent. . . . 37.750,78 F

Total année 1972.. 43.601,93 F

UN PROGRAMME VRAIMENT COMMUN...

Dans « Le Monde » du 8 novembre, M. J.-J. Servan-Schreiber écrit : « Je ne veux pas douter du souci qu'affichent les hommes politiques, d'un bord ou de l'autre, pour le bien-être des Français. J'irai plus loin : je crois que nous sommes, eux et nous, tous d'accord. Je viens de relire tous les textes électoraux, de tous les partis : pas une promesse, pas un vœu ne les distinguent. Dans leur objectifs ils sont identiques et sincères : abaisser l'âge de la retraite à 60 ans, doubler l'allocation vieillesse et les taux de retraite, garantir à tous les salariés la sécurité de leurs revenus, offrir aux jeunes l'égalité dans l'éveil de l'intelligence, puis, tout au long de la vie, par une formation et une promotion continues, donner aux citoyens, là où ils vivent, le droit de s'exprimer et de peser sur les décisions, abaisser les tarifs et élever le niveau des loisirs — bref, apporter aux Français — et aux Françaises — ce qu'ils attendent. Voici donc le vrai programme commun : le programme de tout le monde. »

Comment mieux dire que tous les partis électoraux sont fondamentalement complices, même s'ils sont également concurrents dans la chasse aux voix et que, même en négligeant la part pourtant considérable qu'y tient la démagogie pure et simple, tous leurs programmes ont en commun le respect de la société capitaliste.

Le programme des communistes, qu'ils n'ont en commun avec personne, fixe comme objectifs à la classe prolétarienne :

- la destruction violente de l'appareil d'Etat bourgeois ;
- la suppression du parlementarisme ;
- la dictature du prolétariat ;
- l'abolition du salariat.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie - Lino-imp -
1, 3, 5, boulevard Schœsling
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 266
13211 - Marseille Cédex 1

Versements :

« le prolétaire »
C.C.P. 2202-22 Marseille

Abonnements :

« le prolétaire » :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
par avion : 25 F et 13 F
« programme communiste » :
1 an : 15 F (150 FB)
« programme communiste »
et « le prolétaire » :
1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

prénom :

adresse :

- « prolétaire » : 6 mois
- « prolétaire » : 1 an
- « programme communiste »
- combiné

(rayer les mentions inutiles)

L'impérialisme et les matières premières

(RAPPORT A LA REUNION GENERALE DU PARTI)

« Plus le capitalisme est développé, écrit Lénine dans « L'impérialisme... », plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées... ». Le capital ne se contente pas en effet d'exploiter le travail humain : il met la terre, « mère de toutes les richesses », en coupe réglée pour se procurer, outre les produits alimentaires, les matières premières et les matières auxiliaires (essentiellement sources d'énergie) sans lesquelles son énorme appareil productif ne pourrait fonctionner. La théorie marxiste a toujours attaché une très grande importance aux rapports du capital avec la terre, qui sont traités essentiellement dans la partie du Livre III du « Capital » consacrée à la théorie de la rente foncière, mais aussi dans d'autres passages du Livre III (notamment ch. VI, paragraphe 1, « Fluctuations du prix de la matière première : effets sur le taux de profit ») et du Livre II (notamment ch. VIII, « Le capital fixe et le capital circulant »). Un demi-siècle après la constatation de Lénine, la vérité de la théorie marxiste est toujours aussi éclatante, après avoir été tragiquement illustrée par d'innombrables conflits qui ont mis aux prises les grands monopoles capitalistes et, de plus en plus, les Etats bourgeois eux-mêmes. Plus que jamais le capital cherche à s'approprier à bas prix les richesses de la terre, et les principaux Etats capitalistes entrent incessamment en conflit entre eux, et, depuis quelque temps, avec les jeunes Etats bourgeois du « Tiers-monde », pour l'appropriation et le contrôle de ces richesses.

« Naturellement, continuait Lénine, les réformistes bourgeois, et surtout, parmi eux, les kautskistes d'aujourd'hui, essaient d'atténuer l'importance de ces faits en disant qu'on pourrait se procurer des matières premières sur le marché libre sans politique coloniale « coûteuse et dangereuse... ». Les kautskistes de 1972 sont les propagandistes de la « coexistence pacifique » à la sauce de Moscou ou de Pékin, qui prônent le « commerce à avantage mutuel » et le « juste prix » des matières premières, ou les tiers-mondistes qui pleurnichent sur « l'échange inégal » et le « nécessaire relèvement des cours » en proposant des panacées pour y remédier dans le cadre des rapports marchands. Pour les marxistes, pas plus aujourd'hui qu'il y a un demi-siècle les grands Etats ne peuvent se procurer sans méthodes et sans politique impérialistes les énormes quantités de matières premières qui leur font de plus en plus cruellement défaut. Le but du rapport fait à la

réunion générale du Parti était de montrer cette dépendance, de montrer comment les impérialismes dominants ont tenté de la résoudre en monopolisant les sources et le commerce des matières premières et en s'appropriant la

rente foncière, et de montrer enfin que la réaction de jeunes Etats du « Tiers-Monde » pour se réapproprier ces richesses ne dépassait jamais le cadre bourgeois d'une tentative de nationalisation de la rente foncière à leur profit.

1. La dépendance des états impérialistes

Le cycle d'accumulation qui a suivi la seconde guerre impérialiste a provoqué une augmentation sans précédent de la consommation des principales matières premières, et surtout de celles qui correspondaient à la généralisation de technologies nouvelles. Ainsi la production mondiale d'étain a été multipliée par 1,4 entre 1938 et 1970, passant de 164.000 à 240.000 tonnes ; celle de plomb a été multipliée par 2,5 (4 millions de tonnes en 1970) ; celle de caoutchouc naturel (qui tend de plus en plus à être supplanté par le caoutchouc artificiel) par 3,1 (2,9 millions de tonnes en 1970) ; celle de zinc par 3,3 (5 millions de tonnes en 1970) ; celle de cuivre par 3,5 (7,5 millions de tonnes en 1970) ; celle de fer (au stade minéral) par 5,3 (400 millions de tonnes en 1970) ; celle de nickel par 5,3 (585.000 tonnes en 1970) ; la production de pétrole brut a été multipliée par 9, passant de 274 à 2.438 millions de tonnes (pour donner une idée de l'accélération de sa production, il suffit de dire qu'entre 1960 et 1970, on a produit plus de pétrole que pendant tout le siècle qui va de 1860 à 1960 !). Enfin, la production d'aluminium a été multipliée par 24, passant de 432.000 tonnes en 1938 à 10,3 millions de tonnes en 1970.

Ces énormes quantités de matières premières sont consommées surtout par les grands Etats capi-

talistes : en 1970, les 6 principaux d'entre eux (USA, GB, Allemagne, Japon, France, URSS) consommaient, selon les matières, entre 60 et 80 % de la production mondiale. Mais leur production de matières premières étant de loin inférieure à leur consommation, la plupart d'entre eux doivent en importer de grosses quantités. Sans l'exploitation de sources de matières premières situées hors de leur territoire, les principaux Etats impérialistes seraient donc dans l'incapacité de faire tourner leur machine productive. Le tableau ci-dessous donne pour les principales matières premières, la quantité des importations annuelles de chaque pays, ainsi que le pourcentage de la consommation annuelle représentée par ces importations ; ce pourcentage indique pratiquement le *taux de dépendance* du pays par rapport à l'extérieur pour la matière considérée.

Cette dépendance varie selon les pays et selon les matières, en raison des hasards de la dispersion des gisements minéraux à la surface du globe. Cependant le déterminisme géographique fait que plus un pays est grand, plus il a de chances d'avoir des gisements sur son territoire. Les vastes ressources minérales des Etats-Unis ont longtemps permis à ce pays d'être exportateur de matières premières ; mais la croissance ininterrompue de son appareil productif a provoqué un retournement radical de la tendance, accentué par la politique d'approvisionnement de l'Etat US qui cherche à préserver les ressources intérieures et à exploiter systématiquement les sources de matières premières situées à l'étranger, essentiellement sur le continent américain, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Tout en étant gros producteurs, et donc rarement dépendants à 100 % de l'extérieur, les Etats-Unis étaient en 1970 le premier importateur mondial d'aluminium, de nickel, d'étain, de plomb, de zinc et de caoutchouc naturel ; le second importateur mondial de pétrole.

Un seul autre pays au monde importe des quantités comparables de matières premières : le Japon, qui était en 1970 premier importateur mondial de pétrole, de minéral de fer et de cuivre, second importateur mondial d'aluminium, de nickel, d'étain et de zinc. A la différence des USA, le Japon est très pauvre en ressources naturelles, en raison de son insularité, de sa faible superficie et de son relief tourmenté ; le capital japonais dépend donc de l'étranger pour 90 % de son approvisionnement ; celui-ci provient pour l'essentiel de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique (Australie, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines), et pour le pétrole, du Moyen-Orient (en 1970,

90 % de la consommation japonaise provenait du Golfe Persique).

Le troisième importateur mondial de matières premières est l'Allemagne Fédérale, qui manque de beaucoup de productions minérales importantes, et les importe de toutes les parties du monde. Ensuite viennent l'Angleterre, traditionnellement dépendante de l'extérieur pour la quasi-totalité de son approvisionnement en minerais métalliques et en pétrole, importés du monde entier, mais surtout de l'ancien Empire britannique et de la zone sterling ; et la France, productrice de certains minerais importants (minéral de fer, bauxite), mais dépendante de l'étranger pour plusieurs minerais métalliques et pour le pétrole, qu'elle cherche traditionnellement à se procurer de préférence dans la zone franc, c'est-à-dire dans les ex-colonies.

La situation de la Russie est radicalement différente de celle de ses concurrents : gros consommateur de matières premières, elle est un producteur plus gros encore, et surtout un énorme réservoir de richesses inexploitées. L'Etat Russe est donc à quelques exceptions près, en position d'exportateur de matières premières : il fournit au prix fort ses satellites de l'Europe de l'Est en pétrole et en minerais métalliques ou métaux raffinés et vend dans des proportions variables jusqu'à présent ces mêmes matériaux aux capitalismes occidentaux pour se procurer des devises fortes. Incapable de fournir lui-même les avances de capitaux et les technologies de pointe nécessaires à l'exploitation de ses énormes réserves, il sollicite depuis quelques années ses concurrents impérialistes de bien vouloir investir dans ses gisements de cuivre, de gaz ou de pétrole, les milliards de dollars nécessaires.

Au cours de la décennie à venir, la dépendance des impérialismes occidentaux et japonais pour leur approvisionnement en matières premières doit encore s'accroître — en particulier d'après les prévisions officielles américaines, pour les Etats-Unis, qui importeront une proportion croissante de leur consommation. Les Etats japonais, français et allemand ont suivi l'exemple américain en lançant des plans d'approvisionnement qui prévoient la constitution de stocks de sécurité croissants, pour éviter la rupture brutale de l'approvisionnement, la diversification des sources de matières premières, et la prise de contrôle de nouvelles sources. Chaque Etat cherche, au nom de l'indépendance nationale « chère aux renégats nationaux-communistes, à s'assurer le contrôle de sources d'approvisionnement couvrant une proportion aussi large que possible de la consommation présente et à venir de son appareil productif. Mais la poursuite de cet objectif doit inévitablement amener les Etats gros consommateurs de matières premières et dépourvus de sources d'approvisionnement à se heurter aux intérêts de ceux qui contrôlent actuellement la plus grande partie des ressources, c'est-à-dire essentiellement les monopoles à capitaux américains et anglais.

2. La monopolisation des sources de matières premières

« Les groupements capitalistes internationaux, écrit Lénine, tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux... » (L'impérialisme. Ch. VI).

Si les grands Etats impérialistes ont perdu toutes leurs colonies importantes, et ne peuvent donc plus y réserver légalement à leurs monopoles l'exploitation des ressources du sol, la monopolisation et la lutte pour de nouvelles sources ne sont pas terminées, bien au contraire. La domination impérialiste continue de s'exercer sur toute une série d'Etats semi-coloniaux, nantis d'une indépendance politique formelle mais dépendant en fait financièrement, diplomatiquement à des degrés divers d'un Etat impérialiste dominant ou d'un consortium d'Etats (par exemple,

au Moyen-Orient, les émirats du Golfe Persique, l'Arabie Saoudite, l'Iran). Ces Etats impérialistes dominants et monopolisent, ne seraient-ce que grâce à leur énorme puissance financière, l'exploitation des ressources du sol. La lutte pour le contrôle des nouvelles sources se mène essentiellement à coups d'investissements massifs dans les pays arriérés producteurs de matières premières mais aussi, lorsque les impérialismes dominants le jugent utile pour défendre leurs intérêts, à coups d'opérations militaires : témoin la récente guerre du Biafra, après la fin de laquelle la production de pétrole nigériane aux mains d'intérêts britanniques et américains, a bondi de 7 MT en 1968 à... 73 MT en 1971 !

L'importance de ces investissements est montrée par une statistique de l'OCDE selon laquelle sur 43 milliards de dollars investis à la fin de 1970 par les 15 pays capitalistes occidentaux les plus développés dans les pays en voie de déve-

(Suite page 4)

MATIÈRES PREMIÈRES - DÉPENDANCE DES PRINCIPAUX ETATS IMPÉRIALISTES (1970)

MT: millions de Tonnes mT: milliers de tonnes	USA	GB	ALLEMAGNE	JAPON	FRANCE	URSS
PETROLE importations (MT)	158	102	122	198	92	-
% de la consommation	23%	100%	95%	99,5%	98%	0%
MINÉRAI de FER importations (MT)	41,4	18,9	43,4	83	6,9	-
% de la consommation	33%	60%	87%	97%	16%	0%
ALUMINIUM importations (MT) (métal ou bauxite) % de la consommation	83%	100%	99,6%	100%	17%	0%
CUIVRE importations (mT)	295	546	695	699	330	-
% de la consommation	16%	100%	99,7%	85%	100%	0%
NICKEL importations (mT)	131	34,6	40,9	83,9	36	-
% de la consommation	90%	100%	100%	100%	100%	0%
ÉTAÏN importations (mT)	57	16,3	15	24	10	7
% de la consommation	100%	91%	100%	95%	97%	21%
PLOMB importations (mT)	279	259	261	146	164	-
% de la consommation	34%	99,5%	85%	70%	85%	-
ZINC importations (mT)	509	277	249	351	201	-
% de la consommation	48%	100%	63%	56%	92%	-
MOLYBDÈNE % de la consommation	0%	100%	100%	100%	100%	0%
CHROME % de la consommation	100%	100%	100%	100%	100%	0%
MANGANÈSE % de la consommation	100%	100%	100%	90%	100%	0%
CAOUTCHOUC importations (MT)	475	252	210	242	131	256
NATUREL % de la consommation	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Chiffres de 1970 sauf pour le minéral de fer (1969) et le caoutchouc (1967)

SOURCES - PÉTROLE : BP Statistical Review of WORLD OIL Industry, 1971.

MINÉRAI de FER : OCDE, Bulletin Statistique du commerce Extérieur, Série C, 1969.

AUTRES MÉTAUX : Annuaire Minerais et Métaux, 1971.

CAOUTCHOUC : ONU, Economic Survey of Asia and Far East.

L'EUROPE ÉLARGIE, UN RÊVE TOURMENTÉ

Le répit d'un demi-siècle accordé au capitalisme mondial par l'absence de luttes révolutionnaires du prolétariat, a permis à la concentration capitaliste de s'effectuer sur une échelle toujours plus vaste. Engagés dans cette dynamique, les capitalismes européens, divisés et mortellement opposés par le passé, ont été contraints à un ultime effort de centralisation et de coordination de leurs centres d'accumulation. Comme nous le verrons, cette tentative débouche aujourd'hui sur un compromis fragile, mais il est certain que si l'absence de luttes révolutionnaires du prolétariat lui laisse encore le champ libre, elle ne pourra se poursuivre, à plus ou moins bref délai, qu'au travers des cataclysmes auxquels le capitalisme nous a familiarisés depuis le début du siècle.

La construction de l'Europe « par des voies pacifiques », dans le libre développement mutuel, dans « l'harmonie de toutes les nations » est un rêve de petit-bourgeois. Certes, la construction européenne a ses racines matérielles et une réalité que lui impose l'histoire, mais elle est grevée de lourdes contradictions : le géant américain se dresse face à l'Europe et chaque Etat national est le concurrent

du voisin au sein même de l'Europe « unie ». Le dernier sommet européen ne pouvait rien dire de tout cela. Il ne nous a pas non plus appris quelque chose de nouveau sur les choix fondamentaux qui se posent aux bourgeoisies européennes. Il a par contre illustré une fois de plus la fonction électorale et démagogique de l'« idée européenne » assortie d'un intérêt touchant pour les « questions sociales ».

LES CONTRADICTIONS GÉNÉRALES - LES RAPPORTS EUROPE - U.S.A.

L'idée d'une union économique européenne s'est imposée aux capitalistes de la petite-Europe écrasée dans le second conflit mondial. Ayant épuisé leurs rivalités dans deux guerres catastrophiques, les bourgeoisies d'Europe ne récoltaient que des ruines. L'Allemagne était démembrée, la France voyait son empire colonial s'effriter. Finis les rêves de grandeur de l'Italie et de l'Angleterre. Pour survivre, il fallait s'unir dans un monde dominé par les deux Grands.

L'union s'est faite sous la direction du vainqueur américain, désireux lui-même, pour des raisons à la fois économiques et politiques, d'aménager un vaste espace économique en Europe de l'Ouest. Raisons économiques : la reconstruction, puis l'expansion, européennes s'opéraient grâce aux capitaux et aux marchandises U.S. ; raisons politiques : ainsi serait créé un solide glacis, hostile à l'U.R.S.S. L'Europe est donc devenue un appendice des U.S.A. sur les plans financier, industriel, commercial, politique et militaire.

Mais les efforts de sauvetage du capital européen (à travers le plan Marshall, la C.E.C.A., puis le Marché commun), aboutissent, au bout de trente ans, à un résultat inévitable : le potentiel économique de l'Europe (et peu importe ici qu'il soit dû à l'impulsion américaine) est maintenant capable de concurrencer le capital U.S. sur le marché mondial. Nous ne sommes qu'au début de ce processus, limité pour l'instant au domaine commercial, mais il

a déjà entraîné depuis deux ans un déficit croissant de la balance commerciale des Etats-Unis. Cette évolution est typique : l'accumulation du capital à l'échelle mondiale se heurte nécessairement à l'étriqueté du marché, avec pour conséquences la guerre commerciale, la recherche de débouchés et la différenciation de blocs impérialistes agressifs.

Bien entendu, nous sommes loin du terme d'une telle évolution dans l'Europe d'aujourd'hui. Toutefois, la contradiction économique s'étale au grand jour ; son évolution dépendra des possibilités d'expansion du capitalisme mondial, de la gravité des crises qui ne manqueront pas d'éclater, des possibilités offertes par l'ouverture des marchés de l'Est et de la Chine. Il n'y a pas le moindre doute à avoir à ce sujet : l'Europe ne s'émancipera de la tutelle américaine que sous la pression d'une crise grave de l'économie mondiale rendant nécessaire l'autonomisation des centres d'accumulation concurrents et, bien entendu, se profilera alors une solution d'un tout autre type : la révolution prolétarienne.

Pour l'instant, la dépendance financière et militaire de l'Europe vis-à-vis les Etats-Unis lui interdit une politique autonome. L'intégration de la Grande-Bretagne au Marché commun témoigne encore de la suprématie américaine et il faut s'attendre à une offensive commerciale en règle des U.S.A. lors des négociations du G.A.T.T. en 1973.

CONTRADICTIONS INTERNES : LES RAPPORTS ENTRE LES CAPITALISMES EUROPEENS

Sur un plan formel, on peut comparer l'actuelle unification européenne à l'unification de l'Allemagne au siècle dernier. Dans les deux cas on retrouve la nécessité, pour la bourgeoisie d'un pays morcelé ou d'un groupe de petits pays, d'unir leur potentiel économique pour accéder au marché mondial. Ajoutons qu'il a fallu deux guerres à l'Allemagne (avec l'Autriche en 1866 et la France en 1870) pour y parvenir. Mais l'analogie a d'évidentes limites : aujourd'hui, quelle puissance en Europe pourrait tenir le rôle de la Prusse, sinon... l'impérialisme américain ? D'autre part, l'époque n'est plus au capitalisme libéral, à faible intervention économique de l'Etat. Les Etats européens actuels, si petits soient-ils à l'échelle universelle, sont

quand même des mastodontes dont le budget public absorbe près du tiers de chaque produit national. Chaque centre national d'accumulation utilise au maximum les ressources de l'Etat. Certes, le capital financier unifie toujours plus, par-dessus les frontières, les conditions économiques et tend à effacer les disparités, mais il ne peut le faire d'un coup de baguette magique. D'un côté, il s'appuie sur l'Etat national car il doit tenir compte des intérêts particuliers et des situations politiques diverses, de l'autre, il met en place un système économique international qui heurte les intérêts (et, à plus long terme, l'existence même) des Etats constitués. Envisageons cette contradiction à travers la politique des Etats européens.

La France : une politique, mais pas de moyens

Le Marché commun a répondu pour la France à la nécessité d'une étape intermédiaire entre l'ancien repliement colonial et une économie industrielle tournée vers le large. Il a redonné de l'oxygène à une structure industrielle vieillie. La concurrence européenne a stimulé une bourgeoisie peu entreprenante, effrayée par la perte de son empire colonial. Indiscutablement, les résultats sont appréciables, mais la dynamique économique qui pousse à une unification européenne se retourne contre la politique française. Il faut dire que la France n'a nullement les moyens d'unifier l'Europe autour d'elle. La R.F.A. lui a ravi ce rôle essentiel.

Sous de Gaulle, on est resté au niveau d'un verbiage don Quichottesque. Le discours était cohérent, les ressources manquaient. De Gaulle s'est fait le farouche défenseur de l'indépendance nationale (dans la grandeur... à l'échelle lilliputienne, bien entendu) contre l'action dissolvante des U.S.A. et du Marché commun ; il a prêché l'ouverture à l'Est pour desserrer l'étreinte des U.S.A., mais cela n'a servi qu'à renforcer l'Allemagne. Quant au

front monétaire anti-dollar, il s'est effondré à la première crise (1968).

Force est donc de constater la faiblesse et la dépendance du capitalisme français. Faut-il rappeler qu'à la fin de 1971, les firmes américaines contrôlaient en France 40 % de la distribution de pétrole, 50 % de l'industrie du caoutchouc, 65 % des entreprises fabriquant du matériel agricole, 70 % des affaires de télécommunications ? Les rêves de grandeur gaulliste n'ont pas empêché non plus que le taux de couverture des importations par les exportations de la France avec l'Allemagne se dégrade constamment, passant de 100 % en 1959 à 80 % en 1969. La France seule ne peut rien, ni face aux U.S.A., ni face à l'Allemagne. Depuis la mort de de Gaulle, elle a adapté sa politique à ses moyens et elle tente de louvoyer entre les U.S.A. et l'Allemagne. Cette politique de la balance a permis l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, rompant ainsi avec la tradition française d'hostilité à l'égard du libre-échangeisme anglo-saxon.

elle est généralement discrète, car la R.F.A. est sûre de sa supériorité économique sur ses autres partenaires et c'est là un sujet d'inquiétude pour les dirigeants français. Aujourd'hui, le passage à l'Europe des Neuf dilue un peu l'importance de l'Allemagne. Celle-ci ne s'en porte pas plus mal et elle continue la politique de l'unijambiste en s'appuyant sur la béquille U.S. Mais il faut bien voir, sous l'apparente stabilité actuelle, les contradictions du capital qui mûrissent. Sous certaines conditions, l'éclat d'hier serait contraint de jeter sa béquille et de crier à l'Europe et au monde : « Me voilà ! »

L'Angleterre, cheval de Troie des U.S.A.

Ce n'est un secret pour personne : l'Angleterre est le pays d'Europe le plus lié au capitalisme américain par ses circuits financiers et commerciaux. A elle seule, l'Angleterre totalise autant d'investissements américains que le reste de l'Europe, soit deux fois plus que l'Allemagne et trois fois plus que la France. Derrière Londres, il y a Wall Street et Washington.

Pour ceux qui rêvaient d'une Europe « unie, libre et indépendante », l'adhésion de la Grande-Bretagne est une mauvaise affaire. En pratique, la puissance financière de Londres, très supérieure à celle des pays du continent, pourra bien entendu jouer un rôle d'organisateur et de centralisateur du capital européen. Mais les efforts de productivité de l'industrie stagnent depuis la fin de la guerre, ne peuvent que déboucher sur des problèmes de concurren-

(Suite en page 5)

L'Allemagne : des moyens, mais pas de politique

Première puissance industrielle d'Europe, quatrième sur le plan mondial, la R.F.A. n'éprouve aucune crainte à affronter le marché mondial. Au contraire, elle souhaite l'empoignade économique et n'a donc jamais redouté l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. L'Allemagne est une vaste usine occupée à produire et à vendre, à accumuler du capital, mais elle n'a pas d'âme, pas de moyens de pression politiques, pas d'armée au niveau

de sa puissance industrielle. A peine entrera-t-elle à l'O.N.U. en 1972, si les traités avec l'Est sont définitivement ratifiés.

Politiquement, l'Allemagne est un nain et si elle est bien un géant économique, elle est deux fois plus liée au capitalisme américain que la France. On ne peut donc s'attendre à aucune évolution spectaculaire dans l'immédiat en ce qui concerne ses rapports avec les U.S.A. Quant à l'attitude de la R.F.A. vis-à-vis de l'Europe,

L'impérialisme et les matières premières

(Suite de la page 3)

loppement, 18,7 milliards de dollars, soit 43 %, étaient dans les secteurs des mines et du pétrole ; sur ces 18,7 milliards de dollars, d'après un calcul approximatif, près de 60 % étaient d'origine américaine, et un peu plus de 15 % d'origine anglaise. Ces deux derniers chiffres donnent une bonne idée de la prédominance des monopoles anglo-saxons dans l'exploitation des sources de matières premières et dans le commerce mondial des matériaux au début des années 1970, alors que le capital français s'assure une part modeste (de l'ordre de 5 à 6 % selon les estimations) et que le capital japonais (l'allemand dans une mesure nettement moindre) vient seulement de commencer à investir massivement et systématiquement à l'étranger pour s'assurer le contrôle de nouvelles sources de matières premières.

Le domaine dans lequel cette prédominance anglo-saxonne est la plus connue est celui du pétrole. Le fameux cartel pétrolier constitué entre les deux guerres impérialistes (après des années d'une lutte acharnée et sanglante entre les monopoles des futurs alliés « démocratiques » anglais et américains) existe toujours de fait ; les sept sociétés qui le composent (Standard Oil of New Jersey ou Esso, Texaco, Gulf Oil, Standard Oil of California ou Socal, Mobil Oil, Royal Dutch-Shell, BP, soit cinq sociétés US, une anglo-hollandaise et une anglaise) contrôlaient en 1970 près de 52 % de la production mondiale de pétrole brut, réalisant un chiffre d'affaires total de 54 milliards de dollars et des bénéfices nets de 4,8 milliards de dollars. Si on y ajoute les sociétés « indépendantes » US qui, après une période d'incertitudes, observent désormais la discipline du cartel, on constate que les intérêts américano-anglo-hollandais contrôlaient en 1970, 72 % de la production mondiale de pétrole brut, et les intérêts US, 55 % à eux seuls. Les autres concurrents viennent loin derrière : Etat Russe 15,5 % ; Etat Français (OFP et Elf-Erap) 3,5 % ; Etat italien (ENIP-Agip), 0,4 %, ce qui donne la mesure de la réussite d'un Matel dont les nationaux communistes ont fait un si grand cas. La pro-

duction des compagnies japonaises et allemandes était, en 1970 insig-

nifiante. Un autre exemple de monopolisation des ressources est donné par l'aluminium : six gros monopoles fournissaient en 1969, 53 % de la production mondiale ; trois d'entre eux étaient américains (Alcoa, Reynolds, Kaiser), un canadien (Alcan, probablement contrôlé en fait par des capitaux US et anglais), un français (Péchiney), et un suisse (Alusuisse) ; les deux derniers étant de taille plus modeste, les intérêts anglo-saxons contrôlaient en 1969, 47 % de la production mondiale. L'Etat russe constitue un septième monopole fournissant 15 % de la production mondiale.

Un troisième exemple est celui du nickel : six gros monopoles fournissaient, en 1969, 69 % de la production mondiale ; trois étaient « canadiens », c'est-à-dire contrôlés par des intérêts US et anglais (International Nickel, qui fournit à lui seul 45 % de la production mondiale, Falconbridge et Sheritt Gordon) un était américain (Hanna Mining), un australien (c'est-à-dire probablement contrôlé par des intérêts anglais), et un français (Le Nickel, du groupe Rothschild, qui exploite la Nouvelle-Calédonie). Ces six monopoles sont les six membres occidentaux du cartel international du nickel, alliance tacite qui fait observer la discipline des prix par tous ses membres, et dont le septième membre n'est autre que l'Etat russe, fournissant 22 % de la production mondiale, et observant lui-aussi la discipline de prix du cartel (qui joue toujours la hausse) lorsqu'il vend à des acheteurs occidentaux.

Il n'est pas surprenant que la monopolisation actuelle des sources de matières premières soit la sanction des rapports de force des quatre alliés « démocratiques » au lendemain de la seconde guerre impérialiste : la part du lion au géant américain, une part encore respectable au vieil impérialisme anglais qui a su discrètement protéger ses intérêts par une politique d'alliance avec l'impérialisme US (qu'il n'était plus question d'es-

sayer de contenir comme entre les deux guerres), et une part (relativement) modeste à l'impérialisme français ; la part de l'impérialisme russe représente essentiellement ses propres richesses nationales, car les pays de l'Europe de l'Est qu'il a sous sa coupe sont dans l'ensemble peu riches en ressources minérales métalliques et pétrolières. Les deux autres grands pays capitalistes développés, l'Allemagne et le Japon, sont absents du partage, car ils ont payé leurs défaites militaires (y compris, pour l'Allemagne, celle de la première guerre impérialiste) du prix de la perte de leurs territoires et de leurs zones d'influence.

Mais une telle situation ne correspond plus aux rapports de puissance économiques actuels ; en particulier, le capital japonais, après la reconstitution de sa puissance économique et financière, a une soif d'importation de matières premières comparable à celle de l'impérialisme US, et a commencé à investir massivement pour s'assurer le contrôle de nouvelles sources. Pour prendre un seul exemple, l'objectif officiel japonais est de faire assurer en 1985, 30 % de l'approvisionnement nippon par des sociétés à capital japonais : la consommation prévue du Japon en 1985 étant de l'ordre de 600 millions de tonnes de pétrole brut, cela revient à créer en 13 ans une société ou un groupe de sociétés contrôlant la production d'environ 200 millions de tonnes de pétrole brut en dehors du Japon et des Etats-Unis, c'est-à-dire ayant une puissance comparable à celle de la Standard Oil (Esso) ou de la Shell actuelles. A moins de la découverte de vastes ressources nouvelles de pétrole exploitables à bas prix (qui pourraient se trouver en Sibérie ou... en Chine), un tel objectif ne pourra être atteint sans une âpre concurrence entre pétroliers japonais et anglo-saxons. Ce qui vaut pour le pétrole, vaut pour la plupart des matières premières importantes, et laisse présager, en raison de l'accroissement considérable des besoins du capitalisme, de sévères affrontements qui n'auront rien à voir avec les contes à dormir debout de la « coexistence pacifique ».

(A suivre.)

" PROGRAMME COMMUNISTE "

N° 57

Le trotskysme :

- Critique de la théorie de la révolution permanente
- Critique de la théorie de l'Etat ouvrier dégénéré
- Critique du programme de transition
- Conclusion générale

Le numéro : 6 F

Commandes au " prolétaire "

Les promesses du "programme commun"

Lors de sa parution, nous avons déjà critiqué le Programme Commun du P.S. et du P.C. français. Nous ne pouvons cependant considérer que notre tâche est remplie et que nous pouvons désormais nous désintéresser de ce texte écœurant dans lequel l'opportunisme manifeste sa volonté d'enchaîner le prolétariat au capitalisme national. Ni la soumission actuelle de la classe ouvrière à l'opportunisme, ni notre faiblesse matérielle ne sauraient nous dégager du devoir de dénoncer dès maintenant l'action et les projets de l'opportunisme.

Une telle dénonciation de l'opportunisme nous permet aussi de nous distinguer radicalement de ses flancs-gardes trotskystes ou autres. Ceux-ci, en effet, refusent de se démarquer carrément de l'opportunisme stalinien ; ils justifient ce choix, d'une part en disant que ce serait se couper des masses (auxquelles ils ne sont d'ailleurs même pas liés), et d'autre part en affirmant que l'arrivée au pouvoir des staliniens aurait à coup sûr l'heureux effet de les démasquer aux yeux des travailleurs. Ayant adopté cette position et l'élevant au rang de principe programmatique, ils sont amenés à souhaiter l'arrivée au pouvoir des partis opportunistes et même à leur promettre un soutien critique.

Ce genre de pratiques manoeuvrières s'explique de deux façons. Pour les uns c'est le mépris du programme : bien sûr, ils sont opposés au Programme Commun et proposent le leur, mais mieux vaut, selon eux, ne pas trop insister sur ces divergences théoriques de peur de lasser les ouvriers. Pour les autres, la motivation est une foi aveugle en la valeur de leur programme, foi si grande qu'il importe peu qu'on le défende, il finira bien par triompher... parce que c'est le meilleur.

Ce mépris du programme ou cette foi mystique impliquent l'un et l'autre le rejet du matérialisme dialectique. Les uns mettent pratiquement de côté la nécessité de la théorie révolutionnaire, les autres rejettent la conception dialectique de l'histoire au profit d'une conception purement mécanique (quand les conditions objectives sont réunies, le « bon » programme triomphe !)

Ces gens nous accuseront à coup sûr de tomber dans le dogmatisme. Ils ont ce langage en commun avec le P.C.F. : pour les uns comme pour les autres, les marxistes sont de stupides rêveurs qui refusent de tenir compte des impératifs du moment. Eh bien, puisqu'il faut leur mettre le nez dans leur m..., nous le ferons : nous leur rappellerons que les ouvriers ont déjà goûté à la médecine que le P.C.F. veut leur infliger à nouveau. Nous pensons bien sûr au glorieux Front Populaire et à la non moins glorieuse Reconstruction, à ce temps béni où sévissaient les camarades-ministres. Nous montrerons à ceux qui veulent voir le prolétariat répéter indéfiniment les mêmes erreurs, passer sans cesse par les mêmes souffrances, que le programme actuel n'est pas différent de celui de ces époques ; qu'il

s'agit encore et toujours de s'éreinter pour assurer la prospérité du capitalisme national, et de se préparer à mourir pour la Patrie quand viendra l'heure de la prochaine boucherie impérialiste.

Le Programme Commun est bien un programme de gouvernement quelle que soit la part de démagogie qu'implique le fait qu'il est aussi un programme électoral. Et si les opportunistes ne sont pas mis au pouvoir dès les prochaines élections, ce ne sera pas parce que la bourgeoisie refuse absolument leur programme, mais parce que

LE ROLE HISTORIQUE DE L'OPPORTUNISME

Etudions maintenant la signification profonde de l'opportunisme et examinons de façon matérialiste le rôle historique qu'il joue objectivement dans l'évolu-

L'aristocratie ouvrière, soubassement social de l'opportunisme

Si l'on quitte les sentiers battus de l'historiographie bourgeoise et si, au lieu d'expliquer la dynamique sociale par les volontés personnelles ou les changements des majorités parlementaires, on s'en tient à la méthode marxiste, il faut se demander quel est le soubassement matériel de l'idéologie de l'opportunisme. La réponse à cette question est aussi vieille que le marxisme.

Dans ses lettres à Marx (1858), à Kautsky (1882) et dans la préface à l'édition allemande de « la situation de la classe laborieuse en Angleterre » (1892), Engels avait déjà noté que la réalisation

de l'opportunisme doit venir au pouvoir dans des circonstances bien déterminées, et que le temps n'est pas encore venu pour eux d'être les bourreaux du prolétariat. Le Front Populaire et la Reconstruction Nationale marquent les deux époques où la bourgeoisie a confié le pouvoir à son aile gauche. Nous allons maintenant analyser le caractère de ces périodes. Nous verrons ensuite comment pratiquement le P.C.F. a déjà écrasé le prolétariat en collaboration avec la même racaille socialiste qu'aujourd'hui.

tion du capitalisme. Nous pourrions ainsi confronter les promesses du programme commun aux réalités de l'action de l'opportunisme.

par la bourgeoisie anglaise d'énormes surprofits dus à son empire colonial, lui avait permis d'améliorer la condition d'une partie de son prolétariat et de créer ainsi, au sein de la classe laborieuse, une aristocratie ouvrière. En l'associant à son butin impérialiste, elle l'avait par là même corrompue politiquement, et devant ce premier danger d'opportunisme il écrivait : « Aujourd'hui, il y a pas mal de gens qui, du haut de leur point de vue impartial, préchent aux ouvriers un socialisme s'élevant au-dessus des oppositions de classes et des luttes de classes. Mais ce sont ou bien des novices qui ont encore énormément à apprendre, ou alors les pires ennemis des travailleurs, des loups déguisés en brebis. » Le diagnostic était juste et il se confirmera ultérieurement lors de la crise de 1914 avec le passage en masse de

la social-démocratie au social-chauvinisme.

Dans un article intitulé « Le krach de la seconde internationale », Lénine éclaira lui aussi parfaitement le lien existant entre le social chauvinisme et l'opportunisme et la nature sociale de ces tendances. « 1° La base économique de l'opportunisme et du social-chauvinisme dans le mouvement ouvrier est unique : c'est l'alliance de couches du prolétariat, fort peu considérables, avec la petite bourgeoisie (celles-ci et celle-là recueillant les miettes des bénéfices de leur capital national) contre la masse des prolétaires, des travailleurs et des opprimés en général. 2° Le contenu idéologique et politique de ces deux tendances est le même. 3° En règle générale, l'ancien partage des socialistes, propre à la seconde internationale (1889-1914) en opportunistes et révolutionnaires correspond à la nouvelle division en chauvins et internationalistes. »

Toutefois, le fait que l'opportunisme s'appuie sur l'aristocratie ouvrière et sur la petite bourgeoisie dans les pays de capitalisme avancé ne doit pas être confondu avec son rôle objectif dans la société bourgeoise. En tant qu'expression politique de couches non prolétariennes, il ne peut avoir sa place dans l'antinomie entre les programmes des deux classes irréductiblement opposées, le prolétariat et la bourgeoisie, que dans la mesure où il appuie, objectivement ou subjectivement, une de ces deux classes ; et l'histoire a suffisamment prouvé qu'il n'appuyait que la classe bourgeoise. De plus, dans des circonstances historiques particulières, la bourgeoisie lui accorde son soutien total pour gouverner le pays, l'opportunisme devenant en ce cas l'agent direct et le représentant officiel de la bourgeoisie.

L'Europe élargie, un rêve tourmenté

(Suite de la page 4)

ce, d'engorgement des marchés et conduire plus vite à la crise. L'Europe ne saurait être le tonneau des Danaïdes du capital et des marchandes ; elle pourrait bien devenir son tombeau.

Sur le plan agricole, l'adhésion de la Grande-Bretagne sonne définitivement le glas de la petite-bourgeoisie paysanne d'Europe. En 1963 déjà, l'Angleterre mettait comme condition à son entrée dans le Marché commun que les produits agricoles à bon marché de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (blé, viande, beurre, etc.) jouissent de débouchés garantis en Angleterre, sinon dans toute la communauté. Dans le même temps, les U.S.A. insistaient au G.A.T.T. pour que les agriculteurs du Middle West aient accès au Marché commun. Pour l'époque,

c'était trop demander, et les déclarations agressives de de Gaulle avaient mis un point final. Mais aujourd'hui, la « restructuration » de l'agriculture européenne, c'est-à-dire la ruine des secteurs les moins productifs, est suffisamment avancée pour que, selon les perspectives de Mansholt, on puisse envisager l'apparition d'une agriculture européenne compétitive sur le marché mondial. L'adhésion de la Grande-Bretagne en est le premier signe.

Enfin, cette adhésion de la Grande-Bretagne est une grande victoire pour les Etats-Unis. Ils la souhaitent depuis longtemps, ils l'ont obtenue. Mais là encore il faut envisager les lendemains : toute perspective d'accumulation sur une échelle plus vaste débouche nécessairement sur la guerre entre les capitaux, sur la crise économique et politique.

ladite « Gauche » était résolument européenne... comme elle finira par l'être. Pompidou a défendu « l'Europe des consommateurs contre l'Europe des marchands ». Désormais, les doléances des « consommateurs » seront « prises en considération » par un organisme spécialisé. Triste démagogie : l'Europe capitaliste est celle de la consommation productive, sur le dos du prolétariat. C'est l'Europe des chômeurs, l'Europe des immigrés et des bidonvilles, c'est l'Europe de la misère.

Les préoccupations « sociales » du sommet sont plus touchantes encore. Il faut « améliorer les conditions de travail », a dit Willy Brandt. Et Messner de surenchérir : il faut « réduire les cadences ». Mansholt prêche « la qualité de la vie ». Dans l'immédiat, toutefois, on a simplement prévu d'« harmoniser les conditions de licenciement » (sic !), ce qui se passe de commentaire.

Bien entendu, le sommet ne s'est pas privé de grandes phrases sur la « voie pacifique vers l'unité européenne ». A long terme et si le prolétariat laisse en place le pouvoir de la bourgeoisie, l'unité européenne n'est pas impossible. Mais elle sera le résultat de crises profondes et, probablement, de guerres dévastatrices.

Le P.C.F., lui, agit l'illusion de l'Europe des nationalités, débarassée des monopoles. Position franchement réactionnaire. Selon des prévisions officielles (optimistes il est vrai), 300 monopoles (apatrides !) contrôleront en 1985 70 % de la production mondiale ! La socialisation (à la manière capitaliste) des forces productives se hisse à un niveau fantastique. Prétendre revenir à la nation « libre et indépendante » dans un tel contexte frise la démente. Le programme du P.C. exprime des tendances encore plus négatives que celles du grand capital lui-même, à savoir le renforcement des petits Etats nationaux au lieu du développement des grands blocs économiques.

Le réformisme petit-bourgeois est dépassé par l'histoire. Il n'y a pas de demi-mesure possible : l'internationalisation croissante du capital, la misère et les crises qu'elle engendre poussent à l'affirmation de la perspective révolutionnaire : union du prolétariat mondial ; révolution prolétarienne mondiale ; destruction du capitalisme à l'échelle mondiale.

La fonction générale de l'opportunisme

Une fois mises à nu les racines sociales de l'opportunisme, sa véritable nature se découvre dans toute sa splendeur. « La défense de la collaboration des classes, écrivait Lénine, le renoncement aux idées de la révolution socialiste et aux méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère historiquement transitoire des nationalités et des patries, le fétichisme de la légalité bourgeoise, l'abdication du point de vue de classe, et même de la lutte de classe, par crainte de s'alléner « la masse de la population » (lire : la petite bourgeoisie), telles sont incontestablement les bases idéologiques de l'opportunisme. »

Valet de l'Etat capitaliste, l'opportunisme cautionne sa politique impérialiste et essaie de la faire approuver par l'ensemble du prolétariat. C'est ainsi que la social-démocratie internationale a entraîné le prolétariat dans la première boucherie impérialiste et le stalinisme international dans la seconde, en l'exhortant à défendre sa « patrie » tout en égorgeant ses frères de classe pour le plus grand profit du capital. Il a noyé dans un bain de sang, qui pour lui est un bain de jouvence, les aspirations révolutionnaires du prolétariat des colonies, soit en soutenant la politique coloniale de son Etat, soit en s'en faisant l'agent direct, comme ce fut le cas pour l'écrasement des révoltes de Madagascar et de Sétif sous le règne des ministres du P.C.F. à la « Libération ».

Valet de la bourgeoisie, il a désamorcé les luttes de classes, les grèves, sous prétexte de respect de la légalité et de la constitution, enchaînant ainsi la classe ouvrière et laissant les mains libres à la bourgeoisie pour l'exploiter tranquillement, ouvertement, légalement. Comment ne pas se rappeler à cette effet le douloureux exemple italien où le rôle de la social-démocratie dans la lutte contre le fascisme a consisté à dévoyer les ouvriers du chemin de leur émancipation de classe en pleurant sur l'abolition des libertés parlementaires. L'essentiel de son activité s'est déroulée dans le Parlement, pour tenter d'incul-

quer aux ouvriers le respect de la légalité alors qu'il était clair que la bourgeoisie armait légalement et démocratiquement les troupes fascistes, alors qu'il était clair que la contre-révolution préventive du début de 1919 qui massacra les ouvriers était menée par le gouvernement démocratique. Comment oublier qu'au milieu d'une répression inouïe menée par les fascistes contre le mouvement révolutionnaire, alors qu'ils attaquaient les bourses du travail, les sièges des partis et des syndicats, les sociaux-démocrates négociaient avec les parlementaires fascistes et sabotaient les grèves du prolétariat ?

Théoricien de la démocratie bourgeoise l'opportunisme a dénaturé, défiguré, prostitué le programme révolutionnaire du prolétariat, le marxisme, en le réduisant à une annexe de la philosophie et de la politique bourgeoise et, quand il n'y est pas parvenu, il l'a simplement écrasé physiquement en supprimant ses représentants. Rosa Luxembour, Karl Liebknecht, la liste des assassins est longue, et elle confirme qu'aucun lien n'est possible entre l'opportunisme et les révolutionnaires et que c'est sur son cadavre que passera la révolution. « Le parti communiste est à la révolution ce que le parti socialiste (lire le parti de l'opportunisme, n.d.r.) est à la contre-révolution... Si, sur le terrain politique, nous nous refusons à ser- rer la main aux Noske et Scheideman, ce n'est pas seulement parce que ces mains sont baignées du sang de Rosa Luxembour et de Karl Liebknecht, mais parce que nous savons bien que si les communistes s'étaient abstenus de ser- rer ces mains-là aussitôt après la guerre, le mouvement révolutionnaire du prolétariat aurait déjà très probablement vaincu en Allemagne. » (« Thèses de Rome » du Parti Communiste d'Italie, 1922). La fonction historique de l'opportunisme ne peut être que celle qui était dévolue à Noske, et l'histoire a prouvé que c'est bien ce qu'elle a été : valet de la bourgeoisie et assassin du prolétariat.

(Suite en page 6)

La question de la supranationalité

L'idéal des pionniers du traité de Rome, à savoir la construction d'un impérialisme européen unifié, est resté un rêve de technocrates. Les inégalités du développement capitaliste selon les pays, la nécessité de rendre compétitifs d'immenses secteurs industriels, poussent le capital financier à renforcer le rôle organisateur des Etats nationaux, et par là à assurer leur puissance. Lui qui, par nature, ne connaît pas de frontières est pris au piège de la réalité. Il y est contraint également par les problèmes sociaux qu'engendrent son activité : nécessité de trouver un compromis, toujours remis en question d'ailleurs, avec les classes moyennes en voie de prolétarianisation, nécessité de faire face à la menace sourde du prolétariat exploité.

Quoi qu'il en soit, le développement du capitalisme européen par l'intermédiaire de l'union douanière pousse à la différenciation d'intérêts communs aux bourgeoisies

d'Europe. La santé de l'industrie européenne exige ainsi une politique monétaire cohérente face au dollar. Et si, jusqu'à présent, le capitalisme européen a dû se plier aux décisions américaines, il faudra bien, la nécessité aidant, trouver une solution. Favorable ou défavorable au capital américain, la solution sera toujours une mesure violente qui exaspérera les antagonismes existants.

A l'heure actuelle, la supranationalité est une illusion cultivée pour amuser la galerie dans des discours démagogiques. L'Europe reste le champ clos de rivalités impérialistes. Il est vrai que la déchéance de l'Europe a provoqué des tendances centripètes dont l'action n'est pas négligeable. Mais l'unification de l'Europe capitaliste n'aura quelque chance de se réaliser qu'au travers du prochain cataclysme mondial. Pour l'heure, la supranationalité de l'Europe est placée sous le signe du capitalisme américain.

CUISINE ELECTORALE AU SOMMET

Le sommet d'octobre est resté dans la ligne des compromis. Rien de nouveau n'a été défini dans le domaine monétaire, pourtant essentiel, sinon la création en 1973 d'un Fonds de coopération alimenté par les banques centrales pour soutenir les monnaies défaillantes. Résultat bien maigre.

Réuni en période pré-électorale (l'Allemagne devant voter le 19 novembre, l'Italie le 26 et la France en mars), le sommet s'est livré à une démagogie ridicule. Nous avons retenu quelques thèmes qui ne prépareraient pas un quelconque programme commun de la « Gauche » (si toutefois

Les promesses du "programme commun"

L'opportunisme au pouvoir ou la bourgeoisie au combat

(Suite de la page 5)

Il arrive parfois que la bourgeoisie donne à l'opportunisme une fonction plus importante et que, du rôle de subalterne, elle l'élève au rang de représentant officiel de ses intérêts. Les promesses d'un tel revirement sont entièrement déterminées par le contexte social que traverse le pays et, plus précisément, par les mouvements sociaux qui s'y développent. Lorsque ceux-ci deviennent de plus en plus importants et de plus en plus radicaux, lorsque le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat se déplace dangereusement en faveur du second, lorsqu'une crise sociale est prête à éclater, la bourgeoisie abandonne ses formes spécifiques de gouvernement et met au pouvoir le principal Parti opportuniste ou, mieux encore, la coalition des partis opportunistes, coalition baptisée pour la circonstance Union ou Front Populaire.

C'est de cette base type que surgissent les fronts populaires, depuis le gouvernement social-démocrate de Noske et Scheideman, venu au pouvoir au moment d'une grave crise révolutionnaire en Allemagne, en passant par le front populaire espagnol qui s'est développé dans un contexte d'agitation sociale embrasant toute l'Espagne et, dans une moindre mesure, du Front Populaire en France et du gouvernement de Reconstruction Nationale, jusqu'au dernier-né Chilien. Devant ces agitations ou ces potentialités d'agitations, la bourgeoisie se donne un moyen de désamorcer ou d'écraser ces mouvements, et ce moyen de combat c'est le front populaire. Le front populaire naît et se développe en étouffant l'agitation ouvrière ; à cet égard, les exemples historiques sont sans appel. La fonction historique du gouvernement social-démocrate allemand de Noske et Scheideman était d'écraser l'insurrection allemande, fonction

dont la social-démocratie s'acquitta avec le succès que l'on connaît. La fonction du front populaire espagnol était de dévoyer les luttes du prolétariat dans la boucherie anti-fasciste, tout en le massacrant dès qu'il avait le dos tourné : le rôle de bourreau était cette fois-là dévolu au stalinisme. Si la France n'offre pas de cas aussi poussé c'est que la menace prolétarienne y était moins grande, mais n'oublions pas que l'œuvre principale du Front Populaire de 36 et du gouvernement de la reconstruction nationale a été la consolidation du pouvoir d'Etat et de ses moyens de coercition.

Pourquoi la bourgeoisie choisit-elle ses assassins dans les rangs de l'opportunisme ? Pour la simple et unique raison qu'elle a besoin de cet appui de transfuges de la classe ouvrière, des phrases ronflantes de l'opportunisme, du paravent « socialiste » pour mieux tromper les ouvriers et par conséquent pour mieux les écraser et les désorienter. Dans sa polémique contre les social-chauvins, Lénine écrivait (cf. « Contre le courant ») : « Pour influencer sur les ouvriers, les bourgeois doivent se déguiser en socialistes, en social-démocrates, en internationalistes, etc., sans quoi il leur serait impossible d'agir sur l'opinion prolétarienne (...). Des réactionnaires à tout crin, des idéologues de la grande propriété foncière et du capital, des ennemis jurés du socialisme, des hommes qui ne parlent de idéaux socialistes que l'écume aux lèvres pour peu que ces idéaux soient pris au sérieux, disent tout haut : "Il nous serait désavantageux, à nous, bourgeois, que la social-démocratie officielle d'aujourd'hui, répudiât ouvertement le programme social-démocrate : bourgeoisie, nous avons besoin que la social-démocratie officielle, devenue en réalité un parti national libéral, conserve en parole les « idéaux socialistes ». Nous en avons besoin pour que ne surgisse pas un autre parti plus avancé, authentiquement socialiste. Il le faut comme une enseigne, comme un appât pour les ouvriers. Il le faut pour que les Scheideman puissent plus commodément élargir, sous le drapeau de la social-démocratie, l'influence de la bourgeoisie. Il le faut pour tromper les ouvriers avec plus de succès." »

Du même coup, le rôle de l'opportunisme du centre s'éclaircit. Cet élément passif de l'opportunisme qui consiste, sous le couvert d'une répudiation de l'opportunisme officiel, à cautionner en fait sa politique et son programme, ce rôle que joue admirablement bien le trotskysme d'aujourd'hui, a pour fonction essentielle de réaliser le trait d'union de l'opportunisme le plus ouvertement éhonté avec l'avant-garde du prolétariat, de désamorcer le mouvement révolutionnaire du prolétariat en le dévoyant sur des voies de traverse au lieu de le conduire à la lutte directe contre l'opportunisme. Il constitue en fait le soutien matériel et « théorique » nécessaire de l'opportunisme actif, son agent dans le mouvement révolutionnaire. Il est partie intégrante de l'opportunisme.

Sur quoi débouche le gouvernement de front populaire ? Sur le fascisme ou sur la guerre et en ce sens il en est l'antichambre, la préparation objective. Qu'a donné le gouvernement social-démocrate d'Allemagne ? Le fascisme. Sur quoi ont débouché les fronts populaires d'Espagne et de France ? Sur le fascisme et sur la guerre. Ce n'est pas le fascisme qui écrase le mouvement prolétarien ; au contraire, il naît précisément de sa défaite, et cette défaite est due essentiellement au front populaire qui n'est là que pour réaliser cette tâche que la bourgeoisie lui a assignée. Cela semblerait inadmissible pour un anti-fasciste convaincu, mais il suffit de développer un peu le raisonnement pour se convaincre de cette vérité historique.

L'impérialisme se caractérise par la concentration dans le domaine économique et, par voie de conséquence, dans le domaine politique et social. Le Parlement,

en particulier, perd tout rôle actif au bénéfice du pouvoir exécutif. Il ne disparaît pas pour autant, en général. Associé à toutes les mesures démocratiques qui constituent un paravent dissimulant si efficacement la nature de classe de l'Etat, il conserve en effet un poids politique de première grandeur pour maintenir sous le joug une classe ouvrière déjà soumise au martèlement de la propagande réformiste et légalitaire des partis opportunistes. Dans les périodes d'explosion des antagonismes sociaux, la conservation sociale utilise du reste simultanément la violence ouverte (répression par la police ou l'armée dans les pays démocratiques travaillés par une crise sociale importante) et la violence potentielle représentée par l'encadrement réformiste, démocratique des partis opportunistes qui s'efforcent d'empêcher le prolétariat de passer à l'offensive en le maintenant dans les limites constitutionnelles. Les régimes ouvertement fascistes que l'histoire a connus se sont contentés d'achever cette tâche de répression menée à bien par les gouvernements libéraux ou « socialistes », qui les avaient précédés ; et s'ils se sont privés de l'arme terriblement efficace aux fins de conservation sociale du mensonge démocratique, ils ont joué eux aussi la carte du réformisme social.

Dans les deux formes de gouvernement bourgeois, la forme fasciste et la forme démocratique, la puissance et l'énergie de classe sont égales, mais elles se manifestent sous des formes différentes. Cependant, l'efficacité de l'oppression et de l'exploitation est bien supérieure dans un régime démocratique, et a fortiori dans un régime où l'opportunisme est au pouvoir (front populaire), justement parce que le mensonge démocratique, l'illusion du gouvernement progressiste œuvrant au bien de tous ou même dans l'intérêt du « peuple », disparaissent dans le régime fasciste, ouvertement anti-proléta-

rien, tandis qu'elles culminent dans un régime de front populaire où l'effet de l'action du gouvernement sur le prolétariat est décuplé par la désorientation et la désorganisation de celui-ci dues au fait qu'il croit voir dans les dirigeants de l'Etat ses propres représentants. « Donc, si en phase totalitaire l'oppression bourgeoise de classe emploie une proportion plus grande de violence ouverte par rapport à la violence potentielle, l'efficacité de la pression sur le prolétariat n'en est pas augmentée, mais diminuée. » (« Force, violence et dictature dans la lutte de classe », éditions « Programme communiste »).

Cette somme de pressions potentielles qui culmine sous le gouvernement de front populaire sert également à préparer le prolétariat à la boucherie impérialiste, et le rôle du front populaire est ici presque irremplaçable car il est le meilleur moyen d'arriver à ce résultat. Lénine écrivait à ce propos qu'« entraîner définitivement la social-démocratie avec soi, obtenir qu'elle se fixe sans retour sur une idéologie nationale c'est, pour la bourgeoisie, résoudre un problème politique d'une importance incalculable ». Le front populaire est aussi d'une « importance incalculable » quand il s'agit d'enchaîner le prolétariat à la reconstruction de « sa patrie » dévastée par la guerre, quand il est nécessaire qu'il « retrouve ses manches » sans discussion. La force de l'opportunisme dès qu'il est question de contraindre le prolétariat à une accumulation intensive ou primitive a été démontrée irréfutablement par l'expérience.

Le Stalinisme constitue un véritable chef-d'œuvre en ce genre, et c'est sur lui que nous allons nous pencher maintenant pour examiner le côté « pratique » des choses, pour examiner ce que donnerait le programme commun mis en application.

(A suivre.)

L'AVEU

(Suite de la 1^{re} page)

« nous ne posons pas comme condition préalable [à notre participation au gouvernement] le retrait de l'Otan », mais aussi oui à l'Europe (« l'Europe existe » !), oui à la patrie et au capitalisme national.

Ils ont renoncé au but final, le socialisme, au moyen, la lutte de classe, ils ont renoncé au principe de l'internationalisme : autant renier la révolution tout court et les origines glorieuses de l'Internationale Communiste et de ses sections,

INVARIANCE DE L'OPPORTUNISME

Il n'y a rien de nouveau dans l'aveu d'aujourd'hui, sinon un langage plus clair peut-être que par le passé. D'ailleurs ne l'a-t-on pas déjà entendu autrefois, à la faveur d'un autre accord soviéto-américain : n'a-t-on pas vu les partis stalinien, dans les gouvernements de « reconstruction nationale », s'accorder avec les partis bourgeois (depuis les gaullistes en France, jusqu'aux démocrates-chrétiens et aux... monarchistes en Italie) pour remettre la classe ouvrière au travail au nom de l'intérêt national, après l'avoir envoyée à la boucherie au nom de l'antifascisme, tandis que la Russie s'entendait avec les Américains pour le dépeçage « équitable » du monde au profit des super-grands, impérialistes et « socialistes » ? (il est vrai qu'alors c'était une « étape vers le socialisme »)...

Il n'y a aucune opposition — en dépit de ce que prétendent tous les restaurateurs des positions originelles de l'opportunisme stalinien — entre stalinisme et post-stalinisme : celui-ci n'est que l'aboutissement inéluctable de celui-là, il n'est que sa vérité démasquée, étalée au grand jour. L'aveu d'aujourd'hui n'est que le point d'aboutissement d'une longue trajectoire historique. A partir du moment où on renonce à la dictature du prolétariat, à partir du moment où on s'engage sur la pente savonneuse de l'interclassisme et des prétendues étapes intermédiaires, la voie est toute tracée : après la collaboration avec les partis opportunistes, puis les partis petits-bourgeois, vient la « coalition avec toutes les forces démocratiques » c'est-à-dire avec tous les partis bourgeois. Ceux qui ont commencé en 1926 par parler de « construire » le socialisme à l'intérieur des frontières nationales et par enchaîner toute l'Internationale au char de l'Etat russe, prétendue patrie du socialisme, ceux qui ont ensuite détruit même matériellement l'IC en 1943 pour ne pas gêner les grands alliés, ceux-là mêmes sont devenus tout naturellement les théoriciens des « voies nationales au socialisme » et de la coexistence pacifique, ceux-là mêmes prêchent aujourd'hui non plus l'émulation entre les blocs mais la dissolution des blocs et la défense de leurs patries respectives. C'est une voie unique et cohérente, jusque dans ses tournants, que celle de la dégénérescence.

comme le déclarait récemment Giancarlo Pajetta, un des plus vieux dirigeants du PCI : « Il faut abandonner la mentalité de 1921, qui se nourrissait du mythe du grand soir ».

Voilà où en arrivent les « anti-dogmatiques » qui prétendent « enrichir » le marxisme « à la lumière de l'expérience », comme dit M. Galluzzi ! A faire leur le sarcasme des bourgeois contre le « mythe » de 1917 et de 1921, à déclarer — au nom du « réalisme » — la révolution impossible !

L'opportunisme social-démocrate, celui du stalinisme comme celui de la II^e Internationale, qui a toujours prétendu marier réforme et révolution, démocratie et socialisme, interclassisme et lutte de classe, patriotisme et internationalisme, s'est toujours révélé dans les faits le serviteur pur et simple des intérêts du capitalisme. Il n'y a pas de voie plus courte vers la révolution que celle de l'histoire elle-même. L'« expérience concrète » montre que les prétendues manœuvres « subjectives » par lesquelles le stalinisme disait vouloir tromper l'adversaire de classe n'étaient que le masque d'une adhésion pure et simple au programme de la démocratie. Les immédiatistes de tous bords, partisans de l'enrichissement du marxisme, des analyses concrètes des situations concrètes, de la tactique souple, du front unique avec les partis ouvriers bourgeois, des gouvernements ouvriers, des programmes de transition, de la défense des pays « socialistes », de la défense de la démocratie contre le fascisme, ne font que reparcourir les différentes étapes déjà parcourues par le stalinisme. Et ce n'est pas en essayant de reprendre cette chaîne de trahisons à un point intermédiaire qu'on l'empêchera de dérouler, inéluctablement, ses anneaux.

Quant à nous, nous n'avons pas plus de raisons de déplorer le pourrissement accéléré de l'opportunisme n° 1 que le fait historique qui en est et en sera le catalyseur, à savoir l'ouverture définitive du marché de l'Est aux capitaux occidentaux. Aujourd'hui la Sainte Alliance du capitalisme international peut clamer sa victoire sur un prolétariat encore écrasé. Mais le répit que la détente internationale lui accorde ne peut être que provisoire, car elle prépare aussi les conditions matérielles de la révolution et du règlement de comptes final. Crise renvoyée, crise renforcée, avons-nous souvent répété.

Et pour que cette crise soit féconde et aboutisse à la victoire de la révolution mondiale, la lutte pour la renaissance du parti communiste international est plus que jamais inséparable de la lutte contre toutes les formes d'opportunisme, et de la défense intégrale du programme de Marx, d'Engels, de Lénine, loin des voies « faciles » et « réalistes » qui sont celles de la trahison.

L'Etat français et l'Afrique noire

UN AVEU PRECIEUX

La rupture du monopole colonial en Afrique Noire devait inévitablement entraîner une concurrence entre les divers impérialismes dans les traditionnelles chasses gardées. « La France n'est pas la seule puissance à s'intéresser à l'Afrique, même francophone » (Le Monde du 25 novembre). Ces tendances doivent inévitablement se faire sentir à l'intérieur des Etats succursales que sont les « anciennes » colonies. Ainsi, au Togo, le P.D.G. des restes de l'Empire français s'entendit réclamer par le directeur de la succursale locale une plus grande indépendance monétaire (on sait qu'actuellement il n'existe que deux banques « centrales » pour toute l'Afrique francophone, mais que le centre est à Paris en réalité) : le chef de l'Etat français fut donc obligé de rappeler en mettant de côté pour

une fois toutes les phrases sucrées sur l'indépendance politique, la liberté, la décolonisation, etc... :

« Nous sommes disposés à toutes les évolutions et à toutes les facilités sous une réserve cependant : c'est que l'indépendance, c'est que la souveraineté que peuvent réclamer les autres (entendez les Etats-succursales NDR) ont leurs limites dans la garantie que leur donne l'Etat français » (Le Monde du 24 novembre).

Que les prolétaires des métropoles impérialistes se souviennent qu'ils ne pourront s'émanciper du joug du capital sans tendre la main aux peuples colonisés et en premier lieu ceux qui sont opprimés par leur propre Etat !

POMPIDOU, MITTERAND ET SEKOU-TOURE

Pendant que le Chef de l'Etat français inspectait les Etats-adjacents d'Afrique Noire, le candidat à la relève, le chantre de la Gauche Unie, ainsi que plusieurs délégués du PCF entre autres, assistaient en Guinée aux fêtes commémoratives de « l'agression portugaise du 22 novembre 1970 ». Mitterand déclara aux Guinéens : « Vous avez eu raison de choisir il y a maintenant 14 ans l'indépendance politique ». Il affirma en outre que « le Portugal n'était pas seul... Bien d'autres pays, y compris le nôtre, y ont plus ou moins participé ». (Il s'agit de l'agression d'il y a deux ans).

Sékou - Touré expliqua de son côté que les difficultés rencontrées par la Guinée étaient dues, selon lui, « à l'abandon de la

Guinée par l'ancien Etat colonial ».

Deux jours plus tard, à Lomé, évoquant les relations avec la Guinée, le Chef de l'Etat français déclarait : « C'est un malentendu, ça s'arrangera », expliquant que ce « malentendu » avait pour origine « un manque d'information » (sic !) de l'administration française. (cf. « Le Monde des 23, 24 et 26-27 novembre »).

Bref tout le monde est d'accord, pour le plus grand bien de l'impérialisme français. Mais surtout, la Gauche Unie montre bien s'il en fallait une preuve supplémentaire qu'elle n'est que l'opposition de sa Gracieuse Majesté le Capital, démarchant pour l'Etat français : Quelle magnifique division du travail impérialiste !